



Conseil économique et social

Distr. générale
4 août 2011
Français
Original : anglais

Comité chargé des organisations non gouvernementales

Session ordinaire de 2012

30 janvier-8 février 2012 et 17 février 2012

Rapports quadriennaux pour la période 2007-2010, présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social

Note du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Page</i>
1. AIESEC International	3
2. Fédération des femmes de Chine	4
3. Conférence des femmes de l'Inde	6
4. Ankara Foundation of Children with Leukemia	9
5. Centre de protection des droits constitutionnels arméniens	10
6. Association of Asian Confederation of Credit Unions	13
7. CIDSE	15
8. CITYNET : Réseau régional des autorités locales pour la gestion des établissements humains	17
9. Earthjustice	20
10. Lobby européen des femmes	23
11. Fundación Antonio Núñez Jiménez de la Naturaleza y el Hombre	25
12. Geneva International Model United Nations	28



13. Grupo de Información en Reproducción Elegida	30
14. Hong Kong Council of Social Service	32
15. International Network of Liberal Women	34

1. AIESEC International

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

AIESEC International est la plus large organisation du monde gérée par des étudiants. S'efforçant de faire office de plate-forme pour le développement de l'aptitude des jeunes à la direction, au cours des quatre dernières années, l'organisation a élargi ses activités à 11 pays de plus. Les statistiques de l'organisation sont les suivantes : 60 000 membres; 15 000 postes de direction; 15 000 stages; 4 000 partenaires; 1 600 universités; 470 conférences; 110 pays et territoires; et 60 années d'expérience.

Buts et objectifs

Le but de l'organisation est de parvenir à la paix et à la réalisation du potentiel du genre humain. Elle demeure une organisation mondiale, apolitique, indépendante et à but non lucratif gérée par des étudiants et de récents diplômés d'établissements de l'enseignement supérieur.

Changements à signaler

L'organisation a récemment élaboré son plan à moyen terme pour l'année 2015 :

Notre portée physique et virtuelle croissante fait de nous la voix des jeunes la plus crédible et la plus diverse. Nous sommes reconnus dans tous les secteurs comme le partenaire de premier choix du fait de notre capacité de développer des aptitudes de direction responsables et un esprit d'entreprise. Notre environnement propice à la collaboration permet à chaque membre d'obtenir une expérience de haute qualité de l'AIESEC, ayant sur la société un impact positif entre générations.

Contribution aux activités de l'ONU

Le bureau national en République de Corée a envoyé un représentant pour assister à la réunion du Pacte mondial des Nations Unies tenu dans ce pays en novembre 2010. L'organisation a également assisté au Sommet mondial de la jeunesse, tenu à Leon (Mexique) en juillet 2010. Dans son Bulletin hebdomadaire qui atteint 60 000 membres dans 110 pays et territoires, l'AIESEC International diffuse également des informations sur les Nations Unies, telles que les annonces de concours, les manifestations et les nouvelles spéciales.

Participation aux réunions des Nations Unies

Malheureusement, au cours des quelques dernières années, l'organisation a réduit sa collaboration avec les Nations Unies et les organes des Nations Unies.

Coopération avec les organes des Nations Unies

L'organisation coopère étroitement avec le Département de l'information, le Département des affaires économiques et sociales, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat).

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

En Jordanie, l'AIESEC est devenue un centre régional pour les stages de gestion, apportant un talent international aux entreprises de consultation régionales clefs. Au Bahreïn, l'AIESEC a lancé, en 2010, son premier projet de viabilité dans le but de présenter une méthode de réduction des émissions ayant fait l'objet de recherches approfondies. En 2007, 2008 et une partie de 2009, 4 715 étudiants au total ont participé à des stages d'élaboration de programmes sociaux, et en 2010, environ 1 000 étudiants en stage se sont concentrés sur la viabilité et la responsabilité sociale des entreprises, alors que plus de 200 organisations non gouvernementales, 140 entreprises, 90 établissements d'enseignement et 14 institutions gouvernementales ont offert des stages axés sur la viabilité et la responsabilité sociale des entreprises.

En 2007 et 2008, 1 200 jeunes ont participé à des stages d'enseignement avec l'organisation; en 2009 et 2010, 5 706 stagiaires se sont concentrés sur l'enseignement culturel. Quelque 1 918 stages en Europe centrale et de l'Est et en Asie centrale ont fourni un enseignement culturel et 1 137 récents diplômés de ces mêmes régions ont participé à des stages d'enseignement. Au cours de 2007, l'organisation a réalisé un projet en collaboration avec la Standard Chartered Bank en vue d'atteindre 300 000 jeunes adultes – groupe d'âge particulièrement affecté par le VIH.

Informations supplémentaires

Au cours du Congrès d'AIESEC International de 2010, tenu en Inde, l'organisation a organisé à l'Indian School of Business à Hyderabad, le deuxième Global Youth to Business Forum à l'intention de plus de 600 délégués de 110 pays et territoires. Les débats tenus au Forum ont été axés sur trois thèmes clefs : tirer parti de l'innovation des jeunes, la mobilité et la diversité de la main-d'œuvre, et l'environnement et les entreprises durables. Une synthèse des idées a été publiée dans une édition spéciale du *Wall Street Journal Europe* (voir www.aiesec.org/cms/aiesec/AI/press.html#pr6). Au cours de 2010 également, deux importantes publications ont révélé les résultats d'un sondage réalisé auprès des membres sur les solutions possibles en ce qui concerne les problèmes écologiques (voir www.aiesec.org/cms/aiesec/AI/press.html#pr/). Les rapports annuels mondiaux de l'organisation peuvent être consultés à l'adresse : www.aiesec.org/cms/aiesec/AI/partners/publications.html.

2. Fédération des femmes de Chine

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

Aucun changement à signaler

Buts et objectifs

Aucun changement à signaler

Changements à signaler

Néant.

Contributions aux activités de l'ONU

L'organisation encourage la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing et des autres documents finals et le partage des expériences internationales. Elle a organisé le Forum international sur les femmes et le développement urbain et la commémoration du quinzième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Shanghai, Chine, 16-18 septembre 2010). Des représentants ont assisté au Forum Asie-Pacifique des ONG pour Beijing +15 (Quezon, Philippines, 22-25 octobre 2009) et à la sixième table ronde régionale sur les objectifs du Millénaire pour le développement+10 et Beijing+15 (Danang, Viet Nam, 20-22 avril 2010).

Participation aux réunions de l'ONU

- Des représentants ont assisté aux cinquante et unième à cinquante-quatrième sessions de la Commission de la condition de la femme, tenues à New York, ont présenté des déclarations écrites et ont fait des exposés aux ateliers sur l'Asie et le Pacifique. Des représentants ont également organisé des manifestations parallèles sur le thème « Financial and economic crisis from a gender-perspective » (La crise économique et financière dans le contexte de la problématique hommes-femmes).
- Des représentants ont assisté à la vingt-troisième assemblée générale de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies (Genève, 5-7 décembre 2007).
- Des représentants ont assisté à la septième session du Conseil des droits de l'homme (Genève, 17-21 mars 2008) et à l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme relatif à la situation des droits de l'homme en Chine (Genève, 5-12 février 2009).

Coopération avec les organes des Nations Unies

La Fédération a organisé la Conférence internationale sur l'égalité des sexes et la réduction des risques de catastrophe avec la Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, à Beijing du 20 au 22 avril 2009 et la Réunion de haut niveau sur la coopération pour les droits de l'enfant dans la région de l'Asie et du Pacifique, avec l'UNICEF, à Beijing du 4 au 6 novembre 2010. L'organisation a également réalisé, en collaboration avec le bureau des Nations Unies en Chine, des projets de sensibilisation concernant les rapports sur le développement humain dans la région de l'Asie et du Pacifique (2010), les femmes et le VIH/sida (2010) et les femmes et la violence (2009, 2010). Elle a collaboré avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) dans les domaines de l'égalité des sexes, la violence contre les femmes et la participation des hommes (2006-2010) et avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), qui est maintenant l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, en ce qui concerne l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH/sida (2007-2010). La Fédération a également travaillé avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à la réalisation de projets sur les secours en cas de catastrophe et de reconstruction à l'intention des femmes pauvres et vulnérables dans les régions victimes de tremblements de terre (2008-2010) et avec l'UNICEF en ce qui concerne la violence contre les enfants, la sécurité des enfants et la prévention de la traite des enfants, l'égalité des sexes et l'éducation familiale, et la protection des

enfants dans les régions victimes de tremblements de terre (2006-2010). L'organisation collabore également avec l'Organisation internationale du Travail afin de prévenir la traite des jeunes femmes et des enfants aux fins de l'exploitation du travail (2000-2012) et avec l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme en vue d'autonomiser les femmes grâce à l'élevage (2009-2011).

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

En décembre 2010, le projet de microcrédit de la Fédération avait déboursé 23,7 milliards de yuan pour aider 540 000 femmes à créer leurs propres entreprises. Sa fondation caritative a aidé 10 355 enfants que le VIH/sida a rendus orphelins. Le projet « Bouton de printemps » a recueilli un milliards de yuan et a construit plus de 1 000 écoles « Bouton de printemps » qui ont aidé plus de 2 millions de filles à retourner à l'école et ont dispensé des compétences professionnelles à 400 000 filles. Son projet d'encadrement pour aider les diplômées en Chine à créer des entreprises a offert 160 000 possibilités de stage et aidé 90 000 diplômées à créer des entreprises. L'organisation a encouragé les rédacteurs de la nouvelle *Organic Law of the Villagers Committees* (Loi organique des comités de villageois) révisée à y inclure des concepts tels que la promotion de l'égalité des sexes. Dans plus de 2 500 comtés en Chine, la Fédération maintient des lignes directes de services d'aide juridique pour les femmes.

Pour appuyer les efforts déployés par le Gouvernement en vue de réduire le taux de mortalité maternelle, le projet « Health Express for Mothers » (Santé expresse pour les mères) a distribué 1 087 véhicules dans 27 provinces, dont ont bénéficié 26 millions de personnes. La Fondation a également reçu une allocation du Gouvernement chinois pour réaliser des scanographies afin de détecter le cancer du col de l'utérus et du sein chez les femmes rurales; en décembre 2010, plus de 7 millions de femmes avaient bénéficié d'une scanographie pour le cancer du col de l'utérus et 907 000 femmes pour le cancer du sein. La fondation caritative de la Fédération a recueilli 30 millions de yuan pour aider les femmes pauvres avec les deux cancers.

Le projet « Citernes d'eau pour les mères » a déboursé 600 millions de yuan pour construire 125 000 citernes d'eau et réaliser 1 400 petits projets d'approvisionnement en eau dont ont bénéficié 1,7 millions de personnes dans 24 provinces.

Informations supplémentaires

Pour contribuer à la prochaine Conférence Rio+20, la Fondation prévoit d'organiser à Beijing, du 9 au 11 novembre 2011, un forum international sur les femmes et le développement durable.

3. Conférence des femmes de l'Inde

Statut consultatif spécial : 1999

Introduction

La Conférence des femmes de l'Inde, une des organisations bénévoles les plus anciennes du pays, a été fondée en 1927 par Margaret Cousins. L'objectif initial de

l'organisation était l'éducation des femmes, mais elle a graduellement abordé d'autres questions sociales et économiques concernant les femmes, notamment le « purdha », le mariage des enfants, le divorce et les droits de propriété des femmes. Au cours des années, la Conférence a œuvré en faveur de la sécurité des femmes et de leurs droits sociaux et économiques. Au niveau international, l'organisation est membre de l'UNICEF, de la Conférence des organisations non gouvernementales ayant des relations consultatives avec les Nations Unies, d'International Networking for Sustainable Energy, du Réseau mondial des énergies renouvelables, d'ENERGIA (Réseau international sur les sexes/pécificités et l'énergie renouvelable) et du Global Village Energy Partnership, et elle est affiliée à l'Alliance internationale des femmes, l'Association des femmes du Pacifique et d'Asie du Sud-Est et de NIMROO Education Centre au Japon.

Buts et objectifs

La Conférence a pour buts et objectifs :

- D'œuvrer en faveur d'une société fondée sur les principes de justice sociale, d'intégrité, de droits et de chances égaux;
- D'assurer la reconnaissance des droits inhérents de chaque être humain au travail et aux moyens d'existence les plus élémentaires, tels que la nourriture, les vêtements, le logement, l'éducation, les équipements collectifs et les sécurités sociales, fondée sur la conviction que ces droits ne sont pas déterminés par un hasard de naissance ou le sexe mais par une répartition sociale planifiée;
- D'étayer l'affirmation selon laquelle chaque citoyen a le droit de jouir des droits et libertés fondamentaux;
- De s'élever contre toutes les tendances séparatistes et de promouvoir une plus grande intégration et unité nationales;
- D'œuvrer activement en faveur du progrès et du bien-être des femmes et des enfants et d'aider les femmes à utiliser au maximum les droits fondamentaux qui leur sont conférés par la Constitution de l'Inde.

Changements à signaler

Aucun changement à signaler.

Contribution aux activités de l'ONU

En Inde, au cours des trois dernières années, les branches de l'organisation ont formé près de 4 000 femmes qui gèrent maintenant leurs propres microentreprises, ce qui les aide à engendrer des revenus.

Participation aux réunions de l'ONU

Le représentant de l'organisation à New York a participé aux réunions suivantes :

- Centre for Social Research (13-23 juillet 2008);
- Congrès mondial sur les énergies renouvelables (19-25 juillet 2008);
- Sommet régional sur le microcrédit (Bali, Indonésie, 28-30 juillet 2008);

- Réunion du conseil d'administration de l'Alliance internationale des femmes (Pays-Bas, 4-9 octobre 2008);
- Quatorzième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (Poznan, Pologne, 1^{er}-12 décembre 2008);
- Forum international des organisations non gouvernementales (27 et 28 février 2010);
- Atelier international sur la violence contre les femmes organisé par MASHAV (Agence israélienne de coopération pour le développement) en coopération avec la Division pour l'égalité des sexes de l'UNESCO (16-27 mai 2010);
- Visite d'amitié de la Fédération des femmes de Chine (25-31 juillet 2010);
- Congrès mondial des énergies renouvelables (Abu Dhabi, 25-31 septembre 2010);
- Réunion internationale et du conseil d'administration de l'Alliance internationale des femmes (Johannesburg, Afrique du Sud, 22-28 novembre 2010).

Coopération avec les organes des Nations Unies

Dans le cadre de la suite donnée au Programme des travailleurs de l'industrie des bidis qui a été mis sur pied avec l'assistance de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Ministère indien de la santé et de la protection de la famille, l'organisation a dispensé aux femmes qui fabriquent les bidis une formation professionnelle pour leur permettre de changer de profession. Auparavant, la Conférence a élaboré un projet sur la sensibilisation et les professions de rechange pour les femmes fabriquant des bidis dans sept États de l'Inde. L'organisation a collaboré avec le programme de microfinancement élaboré par la South Asia Regional Initiative for Energy (Initiative régionale pour l'Asie du Sud en matière d'énergie) de l'Agence américaine pour le développement international en vue de financer des groupes féminins d'entraide afin de procurer des moyens d'existence et engendrer des revenus axés sur des initiatives d'électricité solaire dans des communautés à Dakshinpuri, Sangam Vihar, Delhi.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Objectif 1. La Conférence gère des centres de formation professionnelle et de remise à niveau et a formé quelque 8 650 femmes pour créer des groupes d'entraide, leur fournissant ainsi les outils nécessaires à des projets de microcrédit et d'entrepreneuriat.

Objectif 2. Dix des branches de l'organisation, outre qu'elles enseignent à quelque 400 enfants, dirigent des écoles informelles qui offrent aux femmes qui travaillent des classes d'alphabétisation dans la soirée.

Objectif 5. L'organisation organise des camps pour la mère et l'enfant axés sur l'éducation en matière de santé génésique, de santé en général, d'hygiène et d'assainissement.

Objectif 7. L'organisation a formé des partenariats avec quelque 100 écoles dans l'ensemble de l'Inde, dans lesquelles elle réalise 250 programmes de sensibilisation relatifs à la protection de l'environnement et aux déchets et à l'assainissement, notamment l'élevage de plantes.

Informations supplémentaires

Néant

4. Ankara Foundation of Children with Leukemia**Statut consultatif spécial : 2007****Introduction**

Ankara Foundation of Children with Leukemia est une organisation non gouvernementale située à Ankara qui fonctionne au niveau national.

Buts et objectifs

L'organisation a pour but de fournir un soutien éducatif et émotionnel, une assistance financière et des services de santé aux enfants souffrant de leucémie ou de troubles sanguins chroniques afin de les aider à faire face à ces maladies graves. La Fondation s'efforce également de promouvoir les connaissances et fournit une instruction au niveau international en ce qui concerne les maladies sanguines acquises et héréditaires et elle crée et gère des institutions de recherche. En juin 2010, l'organisation a créé le Village pour les enfants souffrant de leucémie à Ankara, qui est constitué de laboratoires réalisant des recherches cliniques qui pourraient jouer un rôle dans la prévention du cancer et l'amélioration du traitement de la leucémie. Pour les familles déplacées du fait du manque d'installations de traitement dans leurs villes, l'organisation possède 25 maisons meublées où les familles peuvent vivre pendant le traitement de leur enfant. Pour les enfants qui viennent à Ankara pour des visites de suivi, la Fondation a construit des logements qui fournissent des services hôteliers gratuits. L'organisation a ouvert des bureaux dans la région anatolienne d'Istanbul et à Izmir afin de permettre aux patients résidant dans ces régions d'avoir facilement accès aux services. En novembre 2008, elle a également créé l'École pour les enfants souffrant de leucémie. Cette école privée, qui suit le programme d'enseignement du Ministère de l'éducation de la Turquie, fournit un enseignement préscolaire et primaire gratuit. La maladie étant un obstacle au développement durable, l'organisation s'efforce également d'accroître la prise de conscience du cancer. En conséquence, en 2008, l'organisation a commencé à organiser des séminaires dans les écoles privées et publiques aux niveaux préscolaire, élémentaire et primaire qui encouragent un régime alimentaire sain et un style de vie actif.

Changements à signaler

La Fondation a changé son nom de « Ankara Foundation of Children with Leukemia » pour l'appeler LOSEV Foundation for Children with Leukemia. Le mot « Ankara » a été supprimé pour éviter de donner l'impression qu'elle est une organisation locale. Plus récemment, elle a également ajouté un libellé à sa constitution qui élargit sa mission pour inclure le soutien aux adultes cancéreux et l'organisation ouvrira bientôt ses portes aux adultes cancéreux en organisant des séminaires informatifs et psychosociaux et en créant un espace social où les adultes peuvent participer à des sessions d'ergothérapie.

Contribution aux activités de l'ONU

Après avoir reçu le statut consultatif spécial en 2007, l'organisation a commencé à rendre visite à d'autres organisations qui œuvrent en faveur de la même cause dans les pays voisins afin de partager leurs connaissances et leurs expériences. Elle espère que ces visites se traduiront par une coopération concrète fructueuse dans les domaines de la recherche, des services sociaux et de santé et de la prévention du cancer.

2010 : Al Farabi Hospital à Almaty (Kazakhstan); Sofia Childrens Onco-Hematology Hospital à Sofia; German Leukemia Foundation à Bonn (Allemagne); La FE Hospital et ASPANION Asociación de padres de niños con cáncer de la Comunidad Valenciana à Valence (Espagne); Département d'oncologie de l'hôpital pour enfants de l'Université de la Reine Fabiola, à Bruxelles

2009 : Kin Hussein Cancer Center et King Hussein Cancer Foundation, à Amman

2008 : Together for Children with Tumours Foundation, à Budapest; St. Anna's Children Hospital, à Vienne

2007 : Clic Sargent, University College London Hospital et Procancer Research Fund, à Londres

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation désire collaborer avec des organisations similaires et particulièrement avec les Nations Unies de manière à assurer que des mesures concrètes sont prises et que des solutions sont trouvées pour la prévention de la maladie et que, comme dans les pays développés, les désavantagés jouissent d'un accès égal et de droits égaux en matière de traitement.

Coopération avec les organes des Nations Unies

L'organisation communique avec le bureau de l'UNICEF et les représentants des Nations Unies en Turquie dans son domaine de spécialisation.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a, et continuera, de fournir un soutien aux cancéreux économiquement défavorisés en les aidant financièrement à couvrir les coûts associés à la maladie. Ses travaux sont ainsi axés sur les maladies non transmissibles.

Informations supplémentaires

Néant

5. Centre de protection des droits constitutionnels arméniens

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Le Centre de protection des droits constitutionnels arméniens est une organisation non gouvernementale à but non lucratif fondée en juin 1988 à Vanadzor (Arménie). Depuis 1996, le Centre a été l'organisation non gouvernementale chef de

file en ce qui concerne l'éducation en matière de droits de l'homme en Arménie, ayant réalisé quelque 70 projets représentant approximativement 2 millions de dollars au total.

Buts et objectifs

Le plan stratégique pour 2011-2015 a été élaboré entre mai et décembre 2010 au cours de deux ateliers auxquels ont participé les membres, partenaires, bénéficiaires et volontaires de l'organisation. La vision du Centre est « un monde vivant dans l'amour et la tolérance où le droit et la justice règnent » et ses orientations stratégiques devraient, à terme, contribuer à l'état de droit, la justice mondiale et la paix.

Changements à signaler

En 2008, l'organisation est devenue membre de l'Assemblée nationale-Réseau des ONG et a été élue membre du Conseil d'administration. En 2009, le Centre est devenu membre du Conseil public et de la Sous-Commission des droits de l'homme de sa Commission de la société civile. Entre février et novembre 2010, la nouvelle conception de l'École arménienne des droits de l'homme a été élaborée et approuvée. En 2010, le Centre est devenu membre du Forum de la société civile pour le partenariat oriental de la Commission européenne.

Contribution aux activités de l'ONU

Les contributions du Centre comprennent :

- L'École arménienne des droits de l'homme, qui a organisé quatre cours de formation avancée sur les droits de l'homme à l'intention des enseignants des droits de l'homme, de l'éducation civique, de l'état et du droit et de la déontologie dans les écoles secondaires d'Arménie;
- Le Réseau des bibliothèques sur les droits de l'homme. Les six bibliothèques sur les droits de l'homme comprennent des sections spéciales consacrées aux Nations Unies et ont servi de centre de référence pour l'éducation en matière de droits de l'homme, contribuant ainsi au Programme mondial pour l'éducation en matière de droits de l'homme;
- Entre 2007 et 2010, il a publié de plus de 80 articles, déclarations et documents consacrés aux Nations Unies dans ses périodiques *Legal Culture* et *For the Sake of Justice* dans le but de sensibiliser la société aux activités des Nations Unies. Quelque 2 300 périodiques ont été publiés et distribués aux établissements d'enseignement, bibliothèques, organes gouvernementaux et organisations non gouvernementales dans toutes les régions d'Arménie.

Participation aux réunions de l'ONU

Des représentants ont travaillé et ont assisté aux comités de planification de la Conférence du Département de l'information/organisations non gouvernementales et aux cinquante et unième à cinquante-quatrième sessions de la Commission de la condition de la femme, à New York. En 2009, le Centre, en collaboration avec le Centre d'information des Nations Unies à Yerevan, a organisé un forum pour coordonner les activités des acteurs de l'éducation dans le domaine des droits de l'homme afin de joindre les efforts déployés en vue de fournir des suggestions pour la deuxième phase du Programme mondial pour l'éducation en matière de droits de

l'homme (2 juillet), et a présenté au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme un document préparé par le Ministère arménien des affaires étrangères.

Coopération avec les organes des Nations Unies

Le Centre a coopéré à la création du Réseau des bibliothèques sur les droits de l'homme et leur a fourni des livres sur les Nations Unies. Il a également coopéré à la réalisation de projets conjoints avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, et avec les bureaux du PNUD et de l'UNICEF en Arménie et a organisé des activités et a fait des exposés en collaboration avec le Centre d'information des Nations Unies à Yerevan. L'organisation a également organisé des cours sur les droits de l'homme avec l'UNESCO, le PNUD et l'UNICEF et le Centre d'information des Nations Unies à Yerevan.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a entrepris les initiatives suivantes :

- Au cours de voyages de sensibilisation en République démocratique du Congo, à Haïti, au Kenya et en Sierra Leone, organisés en juillet 2010, des représentants ont distribué des bars diététiques et des compléments vitaminiques aux personnes dans le besoin, soit environ 500 unités par pays;
- L'École secondaire collaborative du Centre a dispensé un enseignement à 144 écoliers et les clubs de jeunesse d'éducation en matière des droits de l'homme ont travaillé avec 45 jeunes;
- En avril 2010, le principal représentant du Centre a organisé des équipes et les a accompagnées à Haïti;
- Tous les jours pendant la mission à Kunya (Kenya), un représentant du Centre a organisé des sessions informatives et curatives à l'intention d'environ 20 enfants victimes de maltraitance dans les lycées, mettant en relief des moyens de prévention et d'action;
- Un représentant s'est efforcé d'autonomiser 100 femmes de la génération désavantagée au Kenya et en Sierra Leone, les prédisposant à donner naissance à des enfants en meilleure santé avec moins de risques pour la mère comme pour l'enfant;
- Des sessions et des ateliers didactiques dans le domaine de la santé maternelle ont été organisés au Kenya et en Sierra Leone en 2009, et à Haïti en 2010;
- Six missions de sensibilisation humanitaire ont été organisées en Haïti et au Kenya et dans d'autres centres d'information. Des activités humanitaires ont également été réalisées pour créer des partenariats en vue de dispenser une formation à la cuisson solaire pendant deux semaines à Kunya (août et septembre 2010);
- En coopération avec le Centre d'information des Nations Unies et les bureaux de l'UNESCO et de l'UNICEF en Arménie, le Centre a coordonné les manifestations nationales de la campagne mondiale pour l'éducation de la coalition arménienne.

Informations supplémentaires

Néant

6. Association of Asian Confederation of Credit Unions**Statut consultatif spécial : 2007****Introduction**

L'Association of Asian Confederation of Credit Unions est l'organisation régionale représentant les coopératives de crédit et autres institutions de coopératives financières en Asie. La Confédération a contribué à aider les membres à traiter des questions de développement auxquelles faisaient face les coopératives de crédit, telles que la pauvreté, l'égalité des sexes, l'accès aux services financiers et la participation des jeunes.

Buts et objectifs

La Confédération sert aussi bien d'association commerciale que d'organisation pour le développement. Sa vision est de créer un système de coopératives de crédit durables en Asie. Elle a pour mission de promouvoir et de renforcer les coopératives de crédit et les autres organisations de coopératives financières similaires pour qu'elles puissent réaliser leur potentiel sur les marchés en tant qu'instruments efficaces pour le développement socioéconomique des peuples. Dans son rôle d'organisation représentant les coopératives de crédit, la Confédération s'acquitte de fonctions de représentation, de développement, de liaison et de coordination au nom des mouvements de coopératives de crédit asiatiques. La Confédération assure que les coopératives de crédit demeurent pertinentes dans les communautés qu'elles desservent et continuent à fonctionner suivant leurs buts initiaux.

Changements à signaler

Néant

Contribution aux activités de l'ONU

L'organisation s'assure constamment que les coopératives de crédit adhèrent à leur mission initiale qui est d'améliorer le bien-être des personnes en leur offrant des services financiers abordables, particulièrement pour ceux qui n'y ont pas accès. L'innovation du microfinancement des coopératives de crédit, introduite par l'organisation en 1999, fournit des services financiers viables aux segments pauvres du marché : une fédération nationale partenaire peut obtenir les compétences appropriées et un cadre fonctionnel du produit, pouvant ainsi offrir ce produit aux membres de ses coopératives de crédit. Les organisations membres dans les pays où la pauvreté aussi bien rurale d'urbaine prévaut, considèrent le programme une priorité et un instrument d'atténuation de la pauvreté. Plus de 5 millions de personnes à faible revenu ont eu accès à des services financiers abordables de coopératives de crédit appuyées par l'organisation. L'innovation du microfinancement des coopératives de crédit représente un moyen efficace d'atténuation de la pauvreté en augmentant les revenus et en encourageant les ménages pauvres à entrer sur l'économie de marché. La Conférence motive

constamment ses fédérations partenaires et renforce leur capacité de mettre l'accent sur des stratégies viables pour atteindre les personnes à faible revenu.

Participation aux réunions des Nations Unies

Sans objet

Coopération avec les organes des Nations Unies

L'organisation coopère avec le Regional Fisheries Livelihood Program (Programme régional en faveur de moyens d'existence liés à la pêche) – projet de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) – afin d'offrir à ses consultants nationaux en matière de microfinancement les outils nécessaires pour leur permettre de former les bénéficiaires dans les pays couverts par le projet. Le Programme est devenu opérationnel en septembre 2009 et doit se poursuivre pendant quatre ans au Cambodge, en Indonésie, aux Philippines, au Sri Lanka, au Timor-Leste et au Viet Nam. Un accès limité aux services de microfinancement et des possibilités extrêmement limitées d'accès à des moyens d'existence supplémentaires et/ou de rechange sont parmi les questions dont traite le Programme. Le projet vise à renforcer la capacité des petites communautés de pêcheurs participantes et de leurs institutions d'appui en vue d'améliorer les moyens d'existence et la gestion durable des ressources halieutiques.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

En septembre 2009, dans le contexte de l'Année internationale des coopératives, la Confédération, de concert avec ses organisations membres, a lancé une campagne pour atteindre un million de pauvres de plus d'ici à 2012 en utilisant la méthodologie de l'innovation du microfinancement des coopératives de crédit. L'organisation coordonne et facilite le programme d'atténuation de la pauvreté et de microfinancement dans sept pays en Asie du Sud et du Sud-Est.

Des programmes d'éducation en matière d'innovation du microfinancement des coopératives de crédit encouragent l'initiation à la finance, la santé maternelle, la gestion des entreprises, les compétences techniques, les bonnes manières et la conduite correcte, les premiers secours et tout autre thème considéré comme revêtant une importance dans l'amélioration des conditions de vie des pauvres. Indirectement, le programme aide à relever le niveau d'éducation des pauvres qui y participent.

Les femmes représentent jusqu'à 50 % des membres des coopératives de crédit, mais leur pourcentage n'est pas à la mesure de leur participation à la prise de décisions. L'organisation offre une plate-forme aux dirigeantes pour débattre des questions touchant les femmes et pour formuler des réponses, ce qui s'est traduit par l'allocation de sièges à des femmes dans la direction des coopératives de crédit et la création d'un comité consultatif pour les femmes.

Informations supplémentaires

Néant

7. CIDSE

Statut consultatif général : 2007

Introduction

Aucun changement à signaler.

Buts et objectifs

Aucun changement à signaler.

Changements à signaler

2007 : Reclassement au statut consultatif général

2008 : Obtention du statut d'observateur auprès de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

2009 : Conformément à son Cadre stratégique 2010-2015, « Coopération internationale pour le développement et la solidarité » est devenue CIDSE

Contribution aux activités de l'ONU

L'organisation entreprend des activités de plaidoyer, de sensibilisation, élabore des documents de politique générale et réalise des activités médiatiques sur le financement du développement; la gouvernance mondiale; les entreprises et les droits de l'homme; la justice climatique; la sécurité alimentaire, l'agriculture et le commerce; et les objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a également lancé des campagnes de sensibilisation intitulées « Rendre l'aide efficace » (2007) et « Justice climatique » (2009-2010).

Participation aux réunions des Nations Unies

2007

- 16 avril : a assisté à la réunion spéciale de haut niveau avec les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) tenue à New York
- 23 et 24 octobre : a fait une déclaration sur le thème « De Monterrey à Doha » et organisé un débat parallèle sur des « Questions choisies du financement et du développement » au cours du débat de haut niveau de l'Assemblée générale sur le financement du développement, tenu à New York

2008

- 14 avril : a fait une déclaration sur les sources novatrices de financement pour un développement durable et organisé un débat parallèle à la réunion spéciale de haut niveau avec les institutions de Bretton Woods, l'OMC et la CNUCED, tenue à New York.
- 20-25 avril : a assisté à la douzième Conférence de la CNUCED, tenue à Accra et a participé à un atelier sur les biocarburants.
- 2-8 juin : a fait des déclarations orales et écrites sur le mandat du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et

des sociétés transnationales et autres entreprises et a organisé un débat parallèle sur l'aspect humain des droits de l'homme et des entreprises à la huitième session du Conseil des droits de l'homme.

- 29 novembre-2 décembre : a organisé une manifestation parallèle sur la justice fiscale et le financement du développement et a participé aux tables rondes officielles 3 et 4 à la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, tenue à Doha.

2009

- 22 septembre : a fait une déclaration sur la justice climatique et a participé à une table ronde sur les technologies d'adaptation au Sommet sur les changements climatiques, tenu à New York.
- 28 septembre-9 octobre : a organisé des débats parallèles sur les changements climatiques à la Conférence sur les changements climatiques, tenue à Bangkok.
- 5 et 6 octobre : a assisté aux consultations du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme relatives à l'exploitation du cadre de référence concernant les entreprises et les droits de l'homme, tenues à Genève, et a soumis au cadre de référence une contribution élaborée par John Ruggie.
- 2-6 novembre : a tenu des débats parallèles sur les changements climatiques et la réduction des émissions à la Conférence sur les changements climatiques, tenue à Barcelone (Espagne).

2010

- 31 mai-18 juin : a fait une déclaration sur les travaux de John Ruggie à la quatorzième session du Conseil des droits de l'homme.
- 11 et 12 octobre : a soumis un document intitulé « Protect, respect and remedy: keys for implementation and follow-up of the mandate » (Protéger, respecter et réparer : clefs pour la mise en œuvre et le suivi du mandat) à la consultation du Représentant spécial avec les parties prenantes de la société civile.

2008-2010

- A assisté aux Conférences sur les changements climatiques tenues à Bonn (Allemagne), du 2 au 12 juin 2008; du 29 mars au 18 avril 2009; du 29 mai au 3 juin 2009 (a organisé un débat diffusé sur le web avec le Malawi et une table ronde sur les technologies d'adaptation); du 10 au 14 août 2009; du 9 au 11 avril 2010; du 31 mai au 11 juin 2010 (a lancé un document sur l'accès direct); et du 2 au 6 août 2010.
- A assisté aux quatorzième, quinzième et seizième Conférences des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenues respectivement, à Poznan (Pologne), du 1^{er} au 12 décembre 2008 (a lancé la Campagne sur la justice climatique); à Copenhague, du 7 au 19 décembre 2009 (a organisé des manifestations relatives à la campagne); et à Cancun (Mexique), du 29 novembre au 10 décembre 2010.

Coopération avec les organes des Nations Unies

L'organisation a appuyé le processus de réforme du Comité de la FAO sur la sécurité alimentaire mondiale, tenu en 2010.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

À la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, tenue à New York du 23 au 25 septembre 2008, la CIDSE a fait des déclarations sur les objectifs du Millénaire pour le développement, le financement du développement et la crise des prix des denrées alimentaires. Au cours de la Conférence des Nations Unies sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement, tenue au plus haut niveau, à New York du 24 au 26 juin 2009, l'organisation a organisé une manifestation parallèle sur les objectifs du Millénaire pour le développement et la crise économique et financière mondiale. L'organisation a également assisté à la réunion spéciale de haut niveau avec les institutions de Bretton Woods, l'OMC et la CNUCED, tenue à New York les 18 et 19 mars 2010. La CIDSE a fait une déclaration intitulée « Achieving the Millennium Development Goals in the face of global crisis » (Réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement face à la crise mondiale) et a participé à une table ronde sur l'appui à apporter aux efforts de relèvement et de développement déployés par les pays en développement qui ont des besoins particuliers au cours du Dialogue de haut niveau de l'Assemblée générale sur le financement du développement, tenu à New York les 23 et 24 mars 2010. L'organisation a fourni au Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales des informations pour le Sommet OMD+10, en mai 2010. La CIDSE a été un répondant à la table ronde officielle 4 et a pris la parole au séminaire du Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales sur le thème « Réformer la finance pour les objectifs du Millénaire pour le développement » au cours des auditions informelles interactives de l'Assemblée générale, tenues les 14 et 15 juin 2010. L'organisation a également organisé une manifestation parallèle sur les objectifs du Millénaire pour le développement et les droits de l'homme dans la coopération pour le développement au cours du Forum de coopération pour le développement, tenu à New York le 29 juin 2010. À la séance plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement, tenue à New York du 20 au 22 septembre 2010, l'organisation a organisé une autre manifestation parallèle sur la crise financière et les objectifs du Millénaire pour le développement.

Informations supplémentaires

Néant

8. CITYNET : Réseau régional des autorités locales pour la gestion des établissements humains

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

Aucun changement à signaler.

But et objectifs

Aucun changement à signaler.

Changements à signaler

Néant

Contribution aux activités de l'ONU

CITYNET a travaillé en étroite collaboration avec les organismes des Nations Unies, notamment avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), la Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), le Centre des Nations Unies pour le développement régional et la Campagne pour les objectifs du Millénaire, dans divers domaines relatifs aux gouvernements locaux et au développement urbain.

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation a participé aux réunions suivantes :

2007

- Forum mondial sur la réduction des risques de catastrophe (Kobe, Japon, 12 et 13 avril, Genève, 5-7 juin);
- Réunion du groupe d'experts d'ONU-Habitat sur le développement urbain (Gangwon, République de Corée, 3-5 mai);
- Réunion du groupe d'experts d'ONU-Habitat sur les questions concernant les femmes dans les établissements humains (Fukuoka, Japon, 25 et 26 juin);
- Réunion du Groupe d'experts de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique sur l'infrastructure (Bangkok, 11-13 juin);
- Réunion de la CESAP sur une bonne gouvernance (Makati, Philippines, 15 novembre);

2008

- UNITAR, Comité directeur du Centre international de formation pour les autorités/acteurs locaux (Atlanta, Géorgie, États-Unis d'Amérique, 8 et 9 mai);
- Réunion du groupe d'experts d'ONU-Habitat sur le développement urbain (Gangwon, République de Corée, 27 et 28 mai);
- Réunion du groupe d'experts d'ONU-Habitat sur les villes durables en Asie (Manille, Philippines, 25-28 août);
- Plan à moyen terme d'ONU-Habitat pour 2008-2013 (Nairobi, 7-9 octobre);
- Forum urbain mondial IV (Nanjing, Chine, 3-6 novembre);

2009

- Retraite mondiale de la Campagne pour les objectifs du Millénaire (Bangkok, 13 et 14 janvier);

- Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, Conférence sur la prévention des catastrophes (New Delhi, 23-25 février);
- Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe (Genève, 16-19 juin);
- Réunion du Groupe d'experts de la CESAP sur les villes résilientes aux inondations (Bangkok, 21-23 juillet);
- Groupe de haut niveau de la CESAP sur l'environnement et le développement (Bangkok, 2-4 décembre);

2010

- Stratégie internationale des Nations Unies pour la prévention des catastrophes, Équipe spéciale régionale sur la prévention des catastrophes (Kobe, Japon, 13 et 14 janvier);
- Réunion du Réseau de l'Initiative de Kitakyushu de la CESAP (Kitakyushu, Japon, 10 et 11 février);
- Stratégie internationale des Nations pour la prévention des catastrophes, Forum sur la prévention des catastrophes (Shanghai, Chine, 28-30 juillet);
- Réunion des partenaires régionaux d'ONU-Habitat sur les incidences des changements climatiques (Changwon, République de Corée, 15-17 septembre);
- Conférence ministérielle de la CESAP sur l'environnement et le développement (Astana, 27 septembre).

Coopération avec les organes des Nations Unies

L'organisation a coordonné les réunions suivantes avec l'appui d'organismes des Nations Unies :

2007

- Séminaire de l'Institut des hautes études sur l'assainissement avec l'Université des Nations Unies (2 novembre);
- Service consultatif technique sur les objectifs du Millénaire pour le développement avec l'UNITAR/ONU-Habitat (Makati, Philippines, 18-21 novembre);

2008

Séminaire sur les changements climatiques et les terres humides urbaines avec l'UNITAR (Séoul, 10 et 11 septembre);

2009

Publication sur les profils de risque urbain concernant les biocarburants avec le projet de ville à ville de la Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes (Danang, Viet Nam, 18-20 février);

Annuellement

Cours de formation du centre de formation régionale de Kuala Lumpur avec l'UNITAR.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

- Entre 2007 et 2008, l'organisation a ouvert un bureau à Katmandou et a encouragé les gouvernements locaux en Asie du Sud à réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement.
- L'organisation a également publié « Local authorities in the south and 8 ways to change the world » (Les autorités locales dans le Sud et huit moyens de changer le monde) en 2007 et « A guideline on localizing the Millennium Development Goals and municipal poverty reduction strategy papers for the municipalities of Nepal » (Un guide pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement au niveau local et documents de stratégie de réduction de la pauvreté municipale pour les municipalités du Népal) et « Ten ways of achieving the Millennium Development Goals in cities in Indonesia » (Dix moyens de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement dans les villes d'Indonésie) en 2008.
- Entre 2006 à 2008, avec l'appui d'ONU-Habitat, l'organisation a réalisé un projet de collaboration de ville à ville mettant l'accent sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au niveau local, et en 2007, elle a organisé une formation à l'encadrement et un atelier sur la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement au niveau local grâce à un encadrement novateur et l'autonomisation des communautés à Katmandou.
- CITYNET a organisé le forum tenu au Japon sur le thème « No excuses 2015: the Millennium Development Goals and us » en avril 2008. Chaque année, l'organisation a organisé des manifestations pour l'initiative « Debout contre la pauvreté ». En 2009, l'organisation a entrepris une enquête sur l'état de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement au niveau municipal afin d'aider à développer des activités pour les années restantes.
- Avec l'appui d'ONU-Habitat et de la CESAP, CITYNET a organisé l'atelier régional sur la nécessité d'inscrire la priorité à accorder à la sécurité des pauvres urbains à l'ordre du jour local en 2010, Marikina (Philippines).

Informations supplémentaires

Néant

9. Earthjustice

Statut consultatif spécial : 1991

Introduction

Aucun changement à signaler.

Buts et objectifs

Aucun changement à signaler.

Changements à signaler

Néant

Contribution aux activités de l'ONU

Earthjustice s'emploie à promouvoir les droits et l'environnement en tant qu'aspects fondamentaux d'un développement durable. Elle se concentre également sur les changements climatiques, la réduction de l'impact des matières toxiques et l'amélioration de l'accès à l'eau et à l'assainissement.

Participation aux réunions des Nations Unies

Conseil des droits de l'homme. Des représentants d'Earthjustice ont assisté à toutes les sessions du Conseil des droits de l'homme, au cours desquelles ils ont œuvré, en coopération avec des fonctionnaires des Nations Unies et des délégués d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, en faveur de la promotion du lien entre les droits de l'homme et l'environnement. On trouvera ci-dessous quelques exemples des travaux réalisés par Earthjustice à chaque session.

2007

- Quatrième session. Dans le cadre des directives opérationnelles sur les droits de l'homme et les catastrophes naturelles, a appuyé un exposé par le Représentant du Secrétaire général aux droits de l'homme sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays (A/HRC/4/38/Add.1).
- Cinquième session. A organisé une réunion avec le Rapporteur spécial sur les conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme sur le thème « The human rights challenge of the traffic of toxic wastes and products » (Le défi posé aux droits de l'homme par le trafic de déchets et produits toxiques).
- Sixième session. A appuyé le rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur la portée et la teneur des obligations pertinentes en rapport avec les droits de l'homme qui concernent l'accès équitable à l'eau potable et à l'assainissement (A/HRC/6/3).

2008

- Septième session. A appuyé l'adoption de la résolution 7/14 du Conseil des droits de l'homme relative au droit à l'alimentation.
- Huitième session. A participé à une manifestation organisée par la Mission permanente des Maldives auprès de l'Organisation des Nations Unies sur les droits de l'homme et les changements climatiques.
- Neuvième session. A participé à des débats avec le Gouvernement de la Côte d'Ivoire et d'autres membres du Conseil sur l'adoption de la résolution 9/1.

2009

- Dixième session. A appuyé le rapport du Représentant du Secrétaire général sur les droits de l'homme des personnes déplacées dans leur propre pays (A/HRC/10/13). A participé aux débats avec des membres du Conseil et des observateurs sur l'adoption de la résolution 10/4 relative aux droits de l'homme et aux changements climatiques.
- Onzième session. A fait une déclaration au cours de la réunion-débat sur les droits de l'homme et les changements climatiques. A organisé un débat sur le renouvellement des mandats des procédures spéciales et l'adoption des

résultats des examens périodiques universels, ainsi que des tables rondes au Conseil.

- Douzième session. A distribué une proposition pour débat par une table ronde et a participé, avec la Mission permanente de la Côte d'Ivoire auprès de l'Organisation des Nations Unies, à des débats sur l'adoption de la résolution 12/18 sur les conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme.

2010

- Treizième session. A discuté, avec des membres et des observateurs, de l'application de l'opinion 9/2009 du Groupe de travail sur la détention arbitraire concernant la détention au Japon de défenseurs de l'environnement.
- Quatorzième session. A fait une déclaration au cours de la réunion-débat sur les déchets toxiques.
- Quinzième session. A participé à un débat concernant le rapport du Rapporteur spécial sur les conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme (A/HRC/15/22) et le rapport de l'Experte indépendante chargée d'examiner la question des obligations en rapport avec les droits de l'homme qui concernent l'accès à l'eau potable et l'assainissement (A/HRC/15/31).

Commission économique des Nations Unies pour l'Europe

Des représentants d'Earthjustice ont assisté à toutes les réunions du Groupe de travail des Parties à la Convention d'Aarhus et du Comité d'examen du respect des dispositions ainsi qu'aux réunions des équipes spéciales de la Convention d'Aarhus sur l'accès à la justice, la participation publique à la prise de décisions et la participation publique aux forums internationaux. Des représentants ont également participé à la troisième Réunion des Parties (11-13 juin 2008) et ont fait des déclarations sur les travaux du Comité d'examen du respect des dispositions et ont participé aux réunions du Comité d'examen du respect des dispositions du Protocole de Londres sur l'eau et la santé (12 mars et 24 et 25 septembre 2008; 25 et 26 février 2009; 26 et 27 janvier et 22 et 23 juin 2010).

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques

Des représentants d'Earthjustice ont participé à la treizième Conférence des Parties (Bali, Indonésie, 3-15 décembre 2007); à la Conférence de Bonn sur les changements climatiques (2-13 juin 2009); à la Conférence de Barcelone sur les changements climatiques (2-6 novembre 2009); à la quinzième Conférence des Parties (Copenhague, 7-18 décembre 2009); et à la seizième Conférence des parties (Cancun, Mexique, 29 novembre-10 décembre 2010).

Coopération avec les organes des Nations Unies

Des représentants d'Earthjustice ont participé aux réunions visant à promouvoir les recommandations du Rapporteur spécial sur les conséquences néfastes des mouvements et déversements illicites de produits et déchets toxiques et nocifs pour la jouissance des droits de l'homme. Des représentants ont également travaillé avec le secrétariat de la Convention sur les déchets dangereux et avec le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. En outre, des représentants ont fait des

déclarations aux réunions du Comité national du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Des représentants d'Earthjustice ont également participé à la quatrième Conférence des Parties à la Convention de Stockholm (4-8 mai 2009) et à la deuxième session de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques (11-15 mai 2009).

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Toutes les activités réalisées par Earthjustice s'efforcent de faire connaître les liens entre un environnement durable et la réduction de l'extrême pauvreté et de la faim.

Informations supplémentaires

Néant

10. Lobby européen des femmes

Statut consultatif spécial : 1995

Introduction

Fondé en 1990, le Lobby européen des femmes est la plus large alliance d'associations non gouvernementales féminines dans l'Union européenne. Dans son ensemble, le Lobby européen des femmes représente plus de 2 500 organisations.

Buts et objectifs

L'organisation a pour mission de s'efforcer de réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes, de promouvoir les droits des femmes dans tous les domaines de la vie publique et privée, d'œuvrer en faveur de la justice économique et sociale pour toutes les femmes dans leur diversité et d'éliminer toutes formes de violence masculine contre les femmes. Le Lobby fonctionne dans le cadre d'un processus démocratique avec ses membres pour institutionnaliser et suivre les progrès réalisés en matière d'égalité des sexes et de droits des femmes dans tous les domaines de la politique de l'Union européenne et pour parvenir à une démocratie paritaire à tous les niveaux et dans tous les domaines.

Changements à signaler

Entre 2007 et 2010, le Lobby a inclus 30 organisations de coordination nationale de plus (Chypre, Pologne, Roumanie et Slovaquie) et a ajouté deux organisations européennes. Le Lobby peut compter sur des processus de consultation et de prise de décisions bien établis, transparents et démocratiques ainsi que sur d'autres processus participatifs.

Contribution aux activités de l'ONU

L'organisation a contribué à la Campagne mondiale des Nations Unies pour la réforme des structures en faveur de l'égalité des sexes en vue de la création d'ONU-femmes. Depuis de nombreuses années, des organisations non gouvernementales attachées à la défense des droits des femmes et à l'égalité des sexes ont demandé aux Nations Unies de réformer sa structure en faveur de l'égalité des sexes, ce qui a conduit à la création d'ONU-femmes en 2010. La Campagne a été lancée

officiellement en mars 2008 à la Commission de la condition de la femme. Le Lobby a participé à la Campagne depuis son lancement et a été particulièrement actif au sein du groupe de travail européen pour la Campagne, que l'organisation a coordonné en 2009 et 2010 (voir www.gearcampaign.org).

L'organisation a contribué au processus Beijing+15 en participant aux sessions annuelles de la Commission de la femme, notamment aux sessions spéciales Beijing+5 et Beijing+10. L'examen, après 15 ans, de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing, a permis à l'organisation de présenter ses recommandations et de faire part de ses préoccupations au nom de ses membres dans l'ensemble de l'Union européenne. Le Lobby a publié un rapport complet Beijing+15 sur les activités de l'Union européenne dans les 12 domaines du Programme d'action de Beijing (voir www.womenlobby.org/spip.php?article124&lang=en).

Participation aux réunions des Nations Unies

Tous les ans, l'organisation participe à la Commission de la condition de la femme et y présente des amendements proposés par les délégations européennes et largement distribués aux délégués des organisations non gouvernementales. Chaque année, l'organisation s'est mise en rapport avec la présidence en exercice de l'Union européenne, a coordonné les groupes d'organisations non gouvernementales européennes et a activement participé au Groupe de liaison et Groupe de coordination des organisations non gouvernementales.

Le Lobby a organisé des sessions sur les thèmes :

- « Dispelling the generational myth and promoting participation: are the needs of girls and women so different? » (Dissiper le mythe des générations et promouvoir la participation : les besoins des filles et des femmes sont-ils si différents?) (2 février 2007);
- « Financing for women's rights, a european perspective » (Financement des droits des femmes : un point de vue européen) (28 février 2008);
- « Beijing to Brussels, an unfinished journey » (De Beijing à Bruxelles : un voyage inachevé) (2 mars 2010).

Le Lobby a assisté et a pris la parole aux sessions suivantes :

- « Girls shaping the future » (Les fille modèlent l'avenir) organisée par la Coalition des associations de femmes finlandaises et UNIFEM (1^{er} mars 2007);
- L'Association mondiale des guides et des éclaireuses sur la résolution 1325 du Conseil de sécurité (28 février 2009);
- La CLEF sur les femmes et la prise de décisions (2 mars 2009);
- « Transforming economic structures for equal and sustainable development » (Transformer les structures économiques pour un développement égal et durable), organisée par Green Women of Sweden (7 mars 2010).

L'organisation a participé à la Réunion régionale d'examen de la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing+15 de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et à son forum pour les organisations non gouvernementales, tenus à Genève (31 octobre 2009-3 novembre 2009). L'organisation a :

- Présenté ses recommandations au cours de la session plénière générale sur l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du Programme d'action de Beijing;
- Présenté des amendements écrits aux conclusions du Président de la réunion.

Coopération avec les organes des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec les organes et les représentants des Nations Unies pour participer aux activités suivantes :

- Consultation européenne avec la Rapporteuse spéciale sur la violence contre les femmes, ses causes et ses conséquences (Londres, 11-13 janvier 2007);
- Forum de l'Initiative mondiale des Nations Unies contre la traite des êtres humains (UN.GIFT) (Vienne, 13-15 février 2008);
- Organisation conjointe avec UNIFEM et Women in Development Europe (WIDE) de la manifestation sur le thème « Women and migration in Europe and the Commonwealth of Independent States » (Les femmes et la migration en Europe et dans le Commonwealth d'États indépendants) (Bruxelles, 4 septembre 2009) et publication ultérieure d'un rapport;
- Un séminaire sur le thème « Problèmes et possibilités que recèle une approche fondée sur les droits de l'homme pour lutter contre la traite des êtres humains. Application des recommandations relatives aux principes et lignes directrices concernant les droits de l'homme et la traite des êtres humains » organisé par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (Genève, 27 et 28 mai 2010);
- Réunion du Groupe d'experts sur la violence contre les femmes consacrée aux bonnes pratiques des plans d'action nationaux de lutte contre la violence à l'égard des femmes (Port of Spain, 13-15 septembre 2010).

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation collabore régulièrement avec des organisations traitant de questions de développement ayant pour mandat d'appuyer la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier sous l'angle des droits des femmes.

Informations supplémentaires

Néant

11. Fundación Antonio Núñez Jiménez de la Naturaleza y el Hombre

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

La Fundación Antonio Núñez Jiménez de la Naturaleza y el Hombre est une organisation scientifique et culturelle à caractère civil et non gouvernemental, autonome et à but non lucratif. Elle se concentre sur la recherche et la mise en œuvre de programmes, projets et actions en faveur de la protection de l'environnement et sa relation avec la culture et la société. L'organisation travaille

avec d'autres organisations non gouvernementales à Cuba pour sensibiliser le public à la nécessité de protéger la nature et les valeurs que représente le patrimoine. Elle collabore avec des institutions nationales et étrangères afin de développer la culture et la science, en appuyant des projets visant à préserver, entre autres, l'identité de la nation de Cuba. Ses principaux programmes, qui sont tous appuyés par une équipe éditoriale, ont trait à la recherche géohistorique, le développement durable, la consommation viable, la préservation du patrimoine, l'éducation en matière d'environnement et la conservation de la biodiversité.

Buts et objectifs

Aucun changement à signaler.

Changements à signaler

Néant

Contribution aux activités de l'ONU

Les projets ont pour but de parvenir au développement durable à tous les niveaux de la société, mais mettent un accent particulier sur le niveau local. L'organisation réalise des projets pour parvenir à une souveraineté de l'alimentation qui permette de répondre aux besoins en produits alimentaires courants des communautés. La recherche géohistorique de l'Organisation appuie l'application de ses valeurs culturelles et vise à préserver le patrimoine – travaux qui ont un lien étroit avec ceux réalisés par l'UNESCO. Dans ses travaux avec les jeunes, l'organisation encourage une passion pour la science et la recherche et pratique l'équité entre les sexes dans toutes ses activités pour assurer une représentation et une formation adéquates. Elle entretient d'étroites relations avec les bureaux du PNUD à Cuba et avec d'autres organisations telles que l'UNESCO, l'UNICEF et la FAO. L'organisation a participé à de multiples activités coordonnées par le PNUD, la FAO et l'UNESCO et a collaboré avec le bureau du PNUD à La Havane. Elle a réalisé des travaux préparatoires et de suivi en ce qui concerne différentes manifestations organisées par les Nations Unies et travaille avec d'autres organisations non gouvernementales à Cuba, dont certaines sont déjà dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social, pour élaborer des propositions concrètes concernant des projets et des mesures à prendre au niveau national.

Participation aux réunions des Nations Unies

2008

- Seizième session de la Commission du développement durable (New York, 5-16 mai)
- Le sommet de la société civile pour l'Amérique latine et les Caraïbes du PNUE en vue de la préparation du dixième Forum mondial de la société civile (Buenos Aires)
- Atelier national pour la promotion de l'étude des sciences, organisé par l'UNESCO (Cuba)

- Échange d'expériences en matière de politiques concernant l'agriculture urbaine en Amérique latine et dans les Caraïbes, organisé par ONU-Habitat (Équateur)
- Préparation et tenue d'un atelier à l'intention des représentants de huit communautés vulnérables (Esmeralda, Équateur)
- Atelier et table ronde techniques sur le thème « Challenges of climate change in Cuba: architecture and hurricanes, experiences of 2008 » (Les défis posés par les changements climatiques à Cuba : l'architecture et les ouragans, les expériences de 2008) organisés conjointement avec ONU-Habitat et la National Union of Architects and Engineers de la Construction Architecture Society (Cuba, décembre)

2009

- Atelier sur la promotion d'un dialogue et la formation d'alliances entre les organisations non gouvernementales à Cuba en vue d'une meilleure mise en œuvre des projets internationaux, organisé conjointement avec le PNUD (Cuba, 23 février)
- Le Forum populaire, quinzième Conférence des Parties (Copenhague, décembre)

2010

- Demande de statut consultatif auprès du Conseil des gouverneurs du PNUE
- Consultation de la société civile de l'Amérique latine et des Caraïbes du PNUE (Cozumel, Mexique)
- « Climate change and women » (Les changements climatiques et les femmes), organisé conjointement avec ONU-Habitat (Cuba)

Coopération avec les organes des Nations Unies

L'organisation a travaillé en étroite coopération avec le bureau régional du PNUD à La Havane sur les projets suivants :

- « Digitalization of Antonio Núñez Jiménez archive » (Numérisation des archives Antonio Núñez Jiménez), projet financé par le bureau régional de l'UNESCO et la Commission nationale cubaine;
- « Adaptation to climate change and risk management developed by Cuban women » (Adaptation aux changements climatiques et la gestion des risques par les femmes cubaines), projet financé par COSUDE et exécuté avec ONU-Habitat;
- « Urban risk management, a strategy of adaptation to climate change » (Gestion urbaine des risques, stratégie d'adaptation aux changements climatiques), projet financé par le Local Initiatives Fund de l'ambassade du Canada à Cuba et exécuté avec ONU-Habitat.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation se concentre sur les activités d'éducation en matière environnementale qui comprennent deux des objectifs du Millénaire pour le développement mettant l'accent sur la protection de l'environnement et l'éducation,

telles que la consommation viable, la recherche géohistorique, la préservation du patrimoine et un développement local durable. Le programme d'éducation en matière environnementale et de conservation de la biodiversité de l'organisation a principalement pour objectif de contribuer à la création d'une culture écologique dans la société cubaine, fondée sur des bases durables et en harmonie avec l'environnement, afin de favoriser la conservation de la biodiversité et des écosystèmes fragiles.

Informations supplémentaires

Néant

12. Geneva International Model United Nations

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Geneva International Model United Nations est une organisation non gouvernementale située à Genève entièrement gérée par des étudiants. L'organisation est également active à New York par l'intermédiaire de son chapitre américain.

Buts et objectifs

L'organisation a pour mandat de promouvoir les valeurs et les principes des Nations Unies parmi les jeunes, particulièrement les étudiants, en organisant diverses manifestations éducatives qui familiarisent les étudiants avec les Nations Unies.

Changements à signaler

Parmi les importants amendements apportés à la Constitution, il convient de signaler la création d'un conseil consultatif, qui améliore le transfert des connaissances. En 2010, l'organisation a été accréditée auprès de l'Université de Genève et a formé une relation avec la ville et l'État de Genève, facilitant ainsi une future collaboration et des possibilités de financement.

Contribution aux activités de l'ONU

Toutes les manifestations organisées par Geneva International Model United Nations ont trait à l'ordre du jour des Nations Unies et peuvent être regroupées comme suit : simulations, séminaires et visites éducatives. Au cours de simulations, telles que la conférence annuelle, les étudiants se familiarisent avec les travaux des Nations Unies en assumant le rôle de diplomates et de représentants du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Des conférences dignes d'intérêt ont adopté les thèmes de l'intervention humanitaire (2009), la sécurité humaine (2010) et les femmes et le développement (2011). L'organisation a organisé une simulation de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques pour le Forum de la jeunesse inaugural du Global Humanitarian Forum et la Model United Nations Society (2009), et des simulations des sessions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité durant un semestre (2010-2011). L'organisation organise toute une gamme de séminaires qui offrent aux étudiants la possibilité de communiquer

avec leurs pairs, les fonctionnaires des Nations Unies et les milieux universitaires. Ils offrent aux étudiants la possibilité d'exprimer leurs opinions sur les questions concernant les Nations Unies. Parmi les manifestations précédentes figuraient la commémoration annuelle de l'entrée en vigueur de la Charte de l'Organisation des Nations Unies le jour consacré à la Journée des Nations Unies (2008, 2009, 2010), et une conférence de trois jours sur les attentes et les propositions des jeunes à l'occasion de l'Année internationale de la jeunesse (2011), intitulée « Youth perspectives: education in the twenty-first century » (Les points de vue des jeunes : l'éducation au XXI^e siècle). L'organisation a également organisé des visites éducatives au cours desquelles les étudiants observent et prennent connaissance des travaux des Nations Unies à New York et Genève (2009, 2010, 2011) et de ses organismes sur le terrain au Liban (2009) et au Kenya (2011).

Participation aux réunions des Nations Unies

À l'occasion de l'Année internationale de la jeunesse, Geneva International Model United Nations organise actuellement une manifestation parallèle pour présenter les résultats du segment de haut niveau du Conseil économique et social, tenu à Genève en juillet 2011. La manifestation est intitulée « Youth perspectives: education in the twenty-first century » (Les points de vue des jeunes : l'éducation au XXI^e siècle).

Coopération avec les organes des Nations Unies

L'organisation a coopéré avec les Nations Unies à l'occasion de plusieurs manifestations figurant dans son programme de travail et de manifestations organisées par les Nations Unies. La commémoration annuelle de l'entrée en vigueur de la Charte des Nations Unies est organisée en collaboration avec le Service de liaison des Nations Unies avec les organisations non gouvernementales et le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève. D'autres efforts de coopération comprenaient la préparation et la promotion de la deuxième édition de « Geneva lecture series: are human rights universal? » (Série de conférences de Genève : les droits de l'homme sont-ils universels?), organisée par l'UNITAR (2008). En 2009, elle a organisé une manifestation sociale parallèle pour le projet de Global Model United Nations du Département de l'information. L'organisation a également collaboré avec l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et l'UNESCO dans le cadre de son voyage d'étude au Liban en 2009 et avec ONU-Habitat pour son voyage d'étude sur le droit au logement au Kenya en 2011.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Par l'intermédiaire de son programme annuel de manifestations, l'organisation s'est efforcée de sensibiliser aux objectifs du Millénaire pour le développement et a encouragé l'échange d'opinions sur les objectifs, particulièrement ceux affectant les jeunes. La simulation de la Conférence de Parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques de 2009 a discuté de la durabilité de l'environnement en présentant aux participants des projets à exécuter au titre de programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation. En 2010, la commémoration de l'entrée en vigueur de la Charte des Nations Unies traitait du chômage des jeunes, de l'analphabétisme fondé sur le sexe et de la lutte contre la propagation du VIH/sida. En 2011, la manifestation avait pour thème « Women and development: promoting a gender-balanced approach to development ethics » (Les femmes et le

développement : promotion d'une approche sexospécifique dans la philosophie du développement); et la Conférence sur les points de vue des jeunes a traité des aspects clefs de l'éducation, en particulier son accès universel, de l'égalité des sexes, de la citoyenneté et de l'intégration.

Informations supplémentaires

Néant

13. Grupo de Información en Reproducción Elegida

Statut consultatif spécial : 2007

Introduction

Le Grupo de Información en Reproducción Elegida est une organisation non gouvernementale, à but non lucratif travaillant au Mexique.

Buts et objectifs

L'organisation a pour mission de contribuer à la reconnaissance, au respect et à la défense des droits en matière de procréation, en particulier le droit à l'avortement, dans le cadre des droits de l'homme, préservant le libre choix des femmes. L'organisation cible les décideurs et les hauts fonctionnaires des trois branches du Gouvernement ainsi que les personnalités influentes et les médias.

Changements à signaler

Néant

Contribution aux activités de l'ONU

L'organisation a participé à la mise à jour du Diagnostic national de la situation des droits de l'homme au Mexique, initialement élaboré par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme en 2003. L'organisation a également participé à la surveillance de l'élection des nouveaux membres du conseil de la Commission nationale des droits de l'homme, collaborant avec la Commission du sénat pour assurer une transparence minimum et mettre en place des critères de participation des citoyens tels que des audiences publiques. L'organisation était membre de l'organe de suivi et d'évaluation du programme des droits de l'homme de la ville de Mexico et a également participé à un séminaire pour les prestataires de services du Ministère de la santé, au cours duquel un juriste membre du personnel a présenté des informations sur les droits de l'homme et les droits en matière de procréation devant une audience de plus de 400 professionnels de la santé. Le groupe est la seule organisation spécialisée dans les droits des femmes.

Participation aux réunions des Nations Unies

2007

Cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme

2008

Cinquante-deuxième session de la Commission de la condition de la femme

2009

- Quarante-deuxième session de la Commission de la population et du développement
- Conférence de Partenaires dans l'action (Berlin, 2-4 septembre)
- Progrès et mesures clefs pour la mise en œuvre du Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (Santiago, 7 et 8 octobre)

2010

- Quatre-vingt-dix-huitième session du Comité des droits de l'homme (New York, 8 et 9 mars)
- Cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 1^{er}-12 mars)
- La Conférence Les femmes donnent la vie de 2010 pour faire progresser l'objectif 5 des objectifs du Millénaire pour le développement sur l'amélioration de la santé maternelle (Washington, 7-9 juin)
- Conférence annuelle du Conseil mondial de la santé sur la santé, les objectifs et les systèmes de mesures mondiaux (Washington, 14-18 juin)
- Conférence mondiale de la jeunesse (Guanajuato, Mexique, 23-27 août)

Coopération avec les organes des Nations Unies

L'organisation a envoyé des informations au Conseil des droits de l'homme lors de son évaluation du Mexique dans le cadre de l'examen périodique universel de 2009. Au cours d'une consultation avec des organisations de la société civile, l'organisation a également fourni des informations au Rapporteur spécial sur le droit qu'a toute personne de jouir du meilleur état de santé physique et mental possible. L'organisation a demandé au Rapporteur spécial de donner ses observations sur les violations des droits des femmes commises par le Gouvernement mexicain découlant d'amendements constitutionnels adoptés au niveau national (Guatemala, 2010)

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation a été un acteur clef dans le processus qui a conduit à la dépénalisation de l'avortement dans la ville de Mexico en 2007. L'organisation a participé à l'institutionnalisation des services d'avortement sans risques et à la formation du personnel clef de manière à assurer la fourniture de services de haute qualité, ce qui représente une contribution importante à l'objectif 5. En 2008, l'organisation a participé à une initiative internationale de sensibilisation à la santé des femmes appelée Development Alternatives with Women for a New Era, concernant la santé et les droits sexuels et génésiques (dans le programme du Millénaire en matière de développement), qui évalue et suit la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement en mettant l'accent sur les politiques en matière de santé et de droits sexuels et génésiques.

Informations supplémentaires

Néant

14. Hong Kong Council of Social Service

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

Le Hong Kong Council of Social Service est une organisation cadre comptant plus de 370 membres qui fournissent plus de 90 % des services de protection sociale par l'intermédiaire de 300 unités dans l'ensemble de Hong Kong (Chine).

Buts et objectifs

L'organisation représente des organismes non gouvernementaux de protection sociale qui s'engagent à soutenir et à développer la protection sociale à Hong Kong. Le Hong Kong Council vise à promouvoir le développement de la protection sociale, de concert avec ses organisations membres : en renforçant la transparence dans les organismes de protection sociale; en prenant des mesures visant à améliorer les services sociaux; en aidant les organismes à mieux œuvrer au service de la communauté; en faisant campagne pour l'égalité, la justice, l'intégration sociale et l'avènement d'une société plus humaine; enfin, en faisant du secteur de la protection sociale à l'échelon local un modèle d'excellence pour la communauté internationale.

Changements à signaler

Néant

Contribution aux activités de l'ONU

L'organisation a travaillé continuellement avec le système des Nations Unies et ses partenaires en vue de promouvoir les conventions internationales dans la région, en aidant les organisations non gouvernementales locales à satisfaire les besoins en matière de services sociaux dans la société de Hong Kong.

Participation aux réunions des Nations Unies

Des représentants de l'organisation ont assisté :

- À la quarante-cinquième session de la Commission du développement social (New York, 7-16 février 2007);
- Au troisième Forum sur la gouvernance d'Internet (Hyderabad, Inde, 3-6 décembre 2008);
- À la quarante-septième session de la Commission du développement social (New York, 4-13 février 2009);
- Au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale (Salvador, Brésil, 12-19 avril 2010).

Coopération avec les organes des Nations Unies

- A organisé, en collaboration avec l'Association internationale des écoles de travail social, le Conseil international de l'action sociale, la Fédération internationale des travailleurs sociaux et sept autres hôtes locaux, la Conférence « 2010 Joint world conference on social work and social development: The Agenda » (Conférence mondiale commune sur le travail

social et le développement social de 2010 : L'ordre du jour). Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida a été invité à tenir un séminaire sur la promotion de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

- A contribué à la compilation du troisième rapport de Hong Kong au titre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, qui a été présenté au Comité sur les droits économiques, sociaux et culturels.
- A présenté un rapport civil rassemblant les vues et les préoccupations recueillies des secteurs de la protection sociale et des utilisateurs des services sur l'application des traités relatifs aux droits de l'homme à Hong Kong.

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

Le Conseil a pris des mesures importantes concernant les objectifs suivants :

Objectif 1

- A commémoré la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté en organisant un forum sur le thème « From policy address to ways ahead for poverty alleviation » (De la déclaration de politique générale à la voie à suivre pour réduire la pauvreté), le 16 octobre 2008; un séminaire sur l'assistance aux étudiants de familles à faible revenu dans les écoles et une cérémonie de lancement d'un livre le 16 octobre 2009; et un forum sur le thème « Has policy effectively addressed the poverty problem? » (La politique générale a-t-elle remédié efficacement au problème de la pauvreté?), le 15 octobre 2010;
- De 2007 à 2010, a réalisé des travaux de sensibilisation sur le renforcement de l'atténuation de la pauvreté dans ses présentations annuelles au Président de Hong Kong;
- A présenté à l'ancienne Commission chargée de la lutte contre la pauvreté une proposition et un document sur la création du Fonds pour le développement de l'enfant à l'appui du développement à long terme des enfants de milieux désavantagés;
- De 2007 à 2010, a réalisé 12 recherches/études consultatives et 9 séminaires/forums sur des questions relatives à la pauvreté;
- A formé des partenariats avec des entreprises pour coordonner la fourniture d'ordinateurs recyclés/reconditionnés et un service d'accès à large bande aux familles pauvres;

Objectif 3

A tenu une réunion consultative sur le profil statistique de la situation des femmes et des filles (Hong Kong, 7 octobre 2010);

Objectif 4

- A organisé un groupe et des forums de discussion sur le thème « Child fatality review and child protection » (Examen des accidents mortels chez les enfants et la protection de l'enfance);
- A présenté un document concernant le programme d'intervention à l'intention des auteurs de violence domestique et l'examen des accidents mortels chez les enfants;

- Le 13 juillet 2007, a tenu un séminaire sur le projet pilote de l'examen des accidents mortels chez les enfants;

Objectif 8

A organisé, en collaboration avec trois organisations internationales et sept organisations locales, la Conférence mondiale commune sur le travail social et le développement social, tenue du 10 au 14 juin 2010.

Informations supplémentaires

Les activités réalisées par l'organisation pour promouvoir les droits de l'homme comprennent des travaux de promotion et de sensibilisation concernant la lutte contre la discrimination raciale et la promotion de l'inclusion des personnes handicapées.

15. International Network of Liberal Women

Statut consultatif spécial : 2003

Introduction

Aucun changement à signaler

Buts et objectifs

International Network of Liberal Women a pour but de promouvoir les idées de démocratie dans le monde entier, aussi bien au niveau national qu'international. Il considère la représentation égale des femmes et des hommes dans tous les processus de prise de décisions comme essentielle à cette fin. De plus, il vise à lutter contre toutes les pratiques discriminatoires fondées sur le sexe, sous toutes leurs formes, qu'elles soient physiques, civiques, économiques ou juridiques, qui empêchent les femmes de participer en tant que citoyennes à part entière. L'organisation appuie fermement les buts des Nations Unies et du Conseil économique et social et s'efforce de promouvoir l'adoption et la mise en œuvre au niveau national des conventions des Nations Unies visant à protéger et à promouvoir la condition de la femme dans le monde entier.

Changements à signaler

La composition de l'organisation a une plus large répartition géographique.

Contribution aux activités de l'ONU

Un représentant de l'organisation a assisté à :

2007

- Un séminaire sur la contribution des femmes à la société (Barcelone, Espagne, 26 et 27 janvier);
- L'Assemblée générale du Lobby européens des femmes (Borovets et Samokov, Bulgarie, 25-29 octobre);
- Un séminaire sur la traite des êtres humains (Hambourg, Allemagne, 16 novembre);

- Un séminaire sur le renforcement des réseaux et la lutte contre la traite des êtres humains (Taiwan, Province de Chine, 8 décembre);

2008

Une réunion sur le thème « A non-violent society, overcoming conflicts » (Une société non violente, résoudre les conflits) et une table ronde sur les femmes dans les processus de paix (Belfast, Irlande du Nord, 17 mai);

2009

- Réunion sur les droits de l'homme et la démocratie (Strasbourg, France, 25 janvier);
- Table ronde sur les femmes et l'éducation pour le XXI^e siècle (Le Caire, 30 octobre);

2010

- Réunion sur l'appui aux forces démocratiques et la promotion des droits de l'homme (Berlin, 11 juin);
- Séminaire sur le thème « Africa yesterday, today and tomorrow » (L'Afrique hier, aujourd'hui et demain) (Cape Town, Afrique du Sud, 13 novembre).

Participation aux réunions des Nations Unies

L'organisation a présenté les déclarations écrites et/ou orales suivantes :

2007

À la cinquante et unième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 26 février-9 mars) : « The elimination of all forms of discrimination and violence against the girl-child » (L'élimination de toutes les formes de discrimination et de violence à l'égard de la fillette) et « Girls and boys lost to peace and forced to make war » (Les filles et les garçons sont perdus pour la paix et forcés à faire la guerre);

2008

À la cinquante-deuxième session de la Commission de condition de la femme (New York, 25 février-7 mars) : « Women's equal participation in conflict prevention, management and conflict resolution in post-conflict peace-building » (Égalité de participation des femmes à la prévention, à la gestion et au règlement des conflits ainsi qu'à la consolidation de la paix après les conflits) et « NGOs for the financing of gender equality » (Les ONG pour le financement de l'égalité des sexes);

2009

À la cinquante-troisième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 2-13 mars) : « Equal participation of women and men in decision making processes at all levels » (Participation égale des femmes et des hommes aux processus de prise de décisions à tous les niveaux);

2010

À la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme (New York, 1^{er}-12 mars) : « 15-year review of the implementation of the Beijing Declaration and Platform for Action (1995) and the outcomes of the twenty-

third special session of the General Assembly, especially on women in armed conflicts, education, health, violence, girl-child and participation in decision-making processes » (Examen après 15 ans de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des documents issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, particulièrement en ce qui concerne les femmes dans les conflits armés, l'éducation, la santé, la violence, la fillette et la participation aux processus de prise de décisions) et « Perception of civil society on the actual accomplishment of the Beijing Declaration and Platform for Action and the Millennium Development Goals » (Perception de la société civile des résultats concrets de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des objectifs du Millénaire pour le développement).

Coopération avec les organes des Nations Unies

Aucune information

Activités relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement

L'organisation axe principalement ses activités sur des campagnes de sensibilisation aux problèmes sociaux tels que les droits de l'homme des femmes, l'égalité des sexes, la participation des femmes à la prise de décisions, l'autonomisation des femmes, l'éducation pour tous – particulièrement les femmes et les filles – et des programmes de santé adéquats pour les femmes. Des représentants ont fourni une assistance au Centre UNESCO des Pays-Bas, centre de financement des ressources consacrées à l'éducation en Afrique de l'Ouest. Dans ces centres dans les régions rurales les objectifs du Millénaire pour le développement sont portés à l'attention des populations locales. Pour commémorer la Journée internationale de la femme (8 mars), des représentants de l'organisation ont pris part, dans leurs pays respectifs, à des activités et des programmes relatifs à la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité et à des programmes et initiatives concernant les objectifs du Millénaire pour le développement.

Informations supplémentaires

Néant
